Bureau international du Travail

LETTRE D'INFORMATION

Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur l'emploi et la réduction de la pauvreté en Afrique

Placer l'emploi au cœur de la lutte contre la pauvreté

Ouagadougou – 4 septembre 2004 - Pendant une semaine, l'Afrique et ses partenaires internationaux, en particulier le BIT, le Bureau International du Travail, se penchent sur l'emploi et sa place primordiale dans la lutte contre la pauvreté.

Réunis à Ouagadougou au Burkina Faso, partenaires sociaux (3-4 septembre), puis ministres du Conseil exécutif de l'Union africaine (5-6 septembre) et enfin chefs d'Etat et de Gouvernement de l'organisation panafricaine (8-9 septembre), examineront les voies et moyens de placer la création d'emplois au cœur des stratégies de développement en tentant de susciter un engagement plus fort des bailleurs de fonds pour permettre à l'Afrique de trouver sa place dans le train de la mondialisation.

Le président burkinabé Blaise Compaoré, hôte de ce premier sommet extraordinaire sur l'emploi, avait insisté en juillet 2004 devant ses pairs africains réunis à Addis Abeba dans le cadre de l'Union africaine sur l'importance de la conférence de Ouagadougou, soulignant qu'une analyse de la situation de l'emploi sur le continent « révèle la précarité dans laquelle vivent certaines populations africaines, faute d'activités suffisamment rémunérées ».

Dans un document présenté en décembre 2003 à Addis Abeba au cours d'une réunion consacrée à la création « d'emplois décents » en Afrique, l'Organisation internationale du travail (OIT) et son organe exécutif le BIT, dirigé par le chilien Juan Somavia, avait fait état de chiffres dramatiques concernant la pauvreté et le chômage : près de trois milliards de personnes dans le monde ne survivent qu'avec deux dollars ou moins par jour dont près de 500 millions en Afrique. Parmi ceux-là, quelque 320 millions d'Africains vivent dans une extrême pauvreté avec un dollar ou moins par jour. Le chômage qui frappe 180 millions de personne dans le monde est en train de gagner du chemin, y compris en Afrique, où seuls le secteur agricole et le secteur urbain informel emploient la majorité de la population. Les jeunes, avec les femmes, sont particulièrement vulnérables. Selon le BIT, le taux de chômage des jeunes en Afrique subsaharienne est de 21% en moyenne mais dans certains pays de la région près de 60% des chômeurs sont des jeunes.

L'épidémie du HIV/SIDA est un facteur aggravant puisque la majorité des personnes infectées sont des travailleurs âgés de 15 à 49 ans, la tranche d'âge la plus productive.

Dès son arrivée vendredi, à Ouagadougou, Juan Somavia a affirmé que la création d'emplois était une façon durable de sortir de la pauvreté. En 2000, la communauté internationale s'était fixée comme objectif de réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015 (objectifs du Millénaire). Mais, le secrétaire général de l'Onu lui-même Kofi Annan, redoute d'ores et déjà que cet objectif ne soit pas atteint.

Pour le directeur général du BIT, qui s'est félicité de la prochaine participation au sommet de l'UA du nouveau patron du FMI, Rodrigo de Rato**,** le travail décent est un instrument de développement souvent oublié dans les stratégies élaborées par pays riches et pauvres.

Favorable à une « autre mondialisation », Juan Somavia estime que si elle a ouvert de nouvelles opportunités et présente un potentiel énorme, son plus grand échec a été son incapacité à créer les emplois dont les gens ont besoin et qu'ils désirent.
Il faut donc une approche différente, souligne-t-il.

Le Forum des partenaires sociaux a eu précisément pour thème central « le travail décent au service du développement de l'Afrique ». Il a réuni 80 représentants sous l'égide de la Confédération panafricaine des employeurs (CPE), de l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA), de l'Organisation régionale africaine (ORAF-CISL) et de l'Organisation démocratique syndicale de travailleurs africains (ODSTA) ainsi que des observateurs appartenant à une vingtaine d'organisations non gouvernementales.

« Les travailleurs demandent aux gouvernements africains de rompre avec les politiques néo-libérales du passé et de promouvoir les politiques en développement favorables aux pauvres et à l'emploi. Ils ont également mis en avant le dialogue social et les libertés syndicales comme de formidables outils de développement social », a déclaré M. Hassan Sumono, secrétaire général de l'OUSA.

Les employeurs adhèrent également à l'importance du dialogue social. « C'est un atout pour l'Afrique » a souligné M. Antonio Penalosa, secrétaire général de l'Organisation internationale des employeurs, qui a insisté sur la double nécessité de respecter les droits sociaux des travailleurs mais aussi de favoriser un environnement propice à la création d'entreprises.

Les Partenaires sociaux ont notamment appelé à l'institutionnalisation de leur forum qui a le mérite de pouvoir réunir les employeurs et les travailleurs ainsi que leur partenaires pour contribuer à la réflexion et à l'action autour des grands problèmes qui interpellent le continent.

Les ministres africains réunis dans le Conseil exécutif de l'Union africaine prendront le relais pour préparer l'ordre du jour des chefs d'Etat et de gouvernement. Une vingtaine de dirigeants africains sont attendus jeudi prochain à Ouagadougou dont le nigérian Olusegun Obasanjo, président en exercice de l'UA, ses homologues sud-africain et sénégalais, respectivement Thabo Mbeki et Abdoulaye Wade ainsi que le président de la Commission de l'Union africaine, Alpha Oumar Konaré.